

Siège :

9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER

☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 22 DECEMBRE 2022
D22122022/152**

PRESIDENT	Xavier PINTAT
ETAIENT PRESENTS : Membres titulaires :	Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Jean-Luc PIQUEMAL, Tony TRIJOLET, Catherine ROBINEAU, Catherine GIANNORSI, Patrick BURAN, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Jean-Yves MAS, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Evelynne MOULIN, Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG, Christine GRASS.
ETAIENT REPRESENTES :	Frédéric QUILLET donne pouvoir à Florence LEGRAND Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI Pascale COLMET-MARZAT donne pouvoir à Laurent PEYRONDET Jacques BIDLUN donne pouvoir à Christine GRASS
ETAIENT ABSENTS :	Thierry DESPREZ
ETAIENT ABSENTS EXCUSES :	Stéphane MARGALEF, Christian BOURNIGAL, Jean-Marie REVAILLER, Jean-Marie BERTET, Valérie DA COSTA OLIVERA, Liliane DUBOIS
Membres suppléants remplaçant un membre titulaire :	
Membres suppléants	
SECRETAIRE DE SEANCE :	Chantal PARISE

**Objet : PARC NATUREL REGIONAL DU MEDOC : CONTRAT DE DEVELOPPEMENT ET DE TRANSITION
2023-2025 AVEC LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE**
Rapporteur : Xavier PINTAT, Président
Vote : UNANIMITE

Dans le cadre de la politique de contractualisation conduite par la Région Nouvelle Aquitaine avec les territoires qui la composent, un projet de contrat de transition et de développement avec les quatre Communautés de communes du Médoc et le Parc naturel régional du Médoc (PNR) a été rédigé.

Le contrat vise à préserver les équilibres sociaux et environnementaux du territoire en favorisant l'attractivité et la résilience des Communautés de communes. Il induit un soutien financier de la part de la Région aux projets allant dans ce sens. Notamment, le contrat s'articule avec l'attribution des fonds européens dont la Région est autorité de gestion.

Les dégradations économiques provoquées par la crise sanitaire, le contexte inflationniste et plus généralement, la dynamique de baisse des ressources attribuées aux collectivités suggèrent qu'une contractualisation avec la Région, permettant de soutenir le développement économique et l'adaptation aux transitions, est largement souhaitable pour Médoc Atlantique.

Le contrat s'articule en quatre axes :

- **Faciliter les mobilités dans et vers le Médoc** : cet axe vise à améliorer les offres de transports alternatifs à la voiture en augmentant les financements au ferroviaire et aux lignes de bus. Des projets de consolidation d'infrastructures existantes (routes, pistes cyclables) peuvent également être accompagnés.
- **Améliorer la qualité de vie et l'attractivité du territoire** : cet axe doit permettre d'augmenter l'offre de logement dans le Médoc et de favoriser le développement de services à destination de la population (santé, commerce, etc.) pour redynamiser les centres bourgs.

- **Consolider les activités économiques phares et développement** : cet axe doit permettre d'attirer davantage et de consolider l'activité de celles qui y sont déjà (notamment dans le domaine touristique). La Région pourra accompagner les initiatives destinées à pallier les difficultés de recrutement ainsi que les projets de mise en avant et de conservation du patrimoine naturel et culturel (notamment les démarches ADS).
- **Conduire la transition énergétique du territoire et l'adaptation au changement climatique** : alors que le territoire est particulièrement exposé aux effets du réchauffement climatique (incendies, érosion, vagues de chaleur), cet axe permet un financement des infrastructures nécessaires à l'adaptation. Il permet également un soutien à toute initiative permettant une réduction des émissions de carbone.

Vu le Code général des Collectivités territoriales.

Vu l'exposé des dispositions du contrat.

Vu l'appartenance de 13 communes de Médoc Atlantique au Parc Naturel Régional du Médoc, et les orientations de politiques contractuelles qui en découlent.

Il vous est demandé :

- D'approuver le contrat général de développement et de transition 2023-2025 en annexe,
- D'autoriser le Président à signer le contrat régional de développement et de transitions 2023-2025 et à prendre toutes les dispositions et décisions nécessaires à l'exécution du contrat,
- De solliciter toutes les aides et financements potentiels pour mener à bien ce contrat.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 8 décembre 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- VU le Contrat de Développement et de Transitions 2023-2025,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'approuver le contrat général de développement et de transition 2023-2025 en annexe,
- D'autoriser le Président à signer le contrat régional de développement et de transitions 2023-2025 et à prendre toutes les dispositions et décisions nécessaires à l'exécution du contrat,
- De solliciter toutes les aides et financements potentiels pour mener à bien ce contrat.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 27

Nombre de suffrages exprimés : /

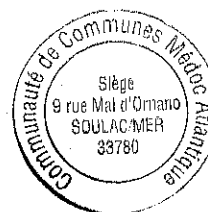
Vote : Pour : 31 Contre : / Abstention : /

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 22 DECEMBRE 2022



LE PRESIDENT,

Xavier Pintat

Xavier PINTAT
Maire de Soulac-sur-Mer
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.